Titulaire et stagiaire CNRACL

Décrets n°87-602 du 30 juillet 1987 et n°86-442 du 14 mars 1986

Conseil Médical
commissions.medicales@cdg22.fr

Fonctionnaire CNRACL en congé pour invalidité imputable au service (CITIS)

Visite de contrôle par un médecin agréé

Question à poser au médecin : les arrêts et soins sont-ils toujours en lien avec l'évènement imputable au service à compter du .././.... ?

- **Obligatoire au moins une fois par an au-delà de six mois de prolongation du congé initialement accordé**
- **Possible à tout moment** si l'autorité territoriale s'interroge sur le lien entre le nouvel arrêt de travail et l'accident ou la maladie professionnelle
- **Au bout de 1 an**, possibilité de poser la question de l'**aptitude ou de l'inaptitude**

Réception des conclusions administratives de l'expertise par l'autorité territoriale qui les transmet obligatoirement à l'agent en indiquant les voies et délais de recours

VOIES DE RECOURS

Contestation possible des conclusions du médecin agréé sur la prise en charge des arrêts et soins

Par l'agent ou l'autorité territoriale

Dans un délai de 2 mois à compter du moment où les conclusions administratives de l'expertise sont portées à la connaissance des deux parties

Les arrêts et soins sont justifiés
ET en lien avec le CITIS

Prolongation du CITIS

Les arrêts et soins sont justifiés
MAIS ne sont plus en lien avec le CITIS
Existence d'une autre pathologie évoluant pour son propre compte

Placement en congé de maladie ordinaire

Les arrêts et soins ne sont plus justifiés

Reprise des fonctions

Saisine du Conseil médical restreint pour avis par l'autorité territoriale

Question à poser au Conseil médical : les arrêts et soins sont-ils toujours en lien avec l'évènement imputable au service à compter du .././.... ?

L'avis ne s'impose pas à l'employeur

Contestation possible auprès du Conseil médical supérieur (CMS) par le biais du Conseil médical départemental

Par l'agent ou l'autorité territoriale

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'avis aux deux parties

Instruction du dossier par le CMS et avis rendu dans un délai de 4 mois, après la date à laquelle il dispose du dossier

- *En l'absence d'avis dans le délai de quatre mois, l'avis du conseil médical est réputé confirmé*
- *Délai suspendu lorsque le CMS fait procéder à une expertise médicale complémentaire*